

**Congrès USH, déclaration commune :**

# **Pour la relance du logement social Et le droit au logement pour tout.e.s !**

La crise du logement ne cesse de s'aggraver, les indicateurs sont au rouge : Il y a toujours plus de sans-abris, de jugements d'expulsion, de surpeuplement et de mal logement, de demandeurs HLM, de hausse des loyers et du taux d'effort des locataires. Il y a toujours moins d'aides à la pierre, d'APL, de respect des droits des locataires, et des mal-logés ... Le gouvernement a présenté un budget logement 2022, promettant quelques miettes au logement social et sans garantie <sup>1</sup>

Les classes populaires, les 1<sup>ers</sup> de corvée, les salariés modestes, les jeunes, les étudiants, les immigrés, les retraités, les personnes handica--pées, les femmes en précarité ... sont sacrifié.e.s sur l'autel du logement cher et de la crise du logement, la plus grave depuis 50 ans. Même le logement social et ses 4,5 millions de locataires sont sous la menace d'une financiarisation/marchandisation rampante, renforcée par la RLS. Les salariés des HLM subissent cette politique de plein fouet : manque d'effectifs, dégradation des conditions de travail, agressions, stagnation des salaires, non reconnaissance des qualifications ...

Malgré une hausse des budgets à l'hébergement annoncée pour 2022, il y a toujours plus de sans abri, parfois réprimés pour les invisibiliser comme au Parc André Citroën, place des Vosges, place de la République ... et toujours plus d'expulsions de locataires, de bidonvilles ou de locaux désaffectés occupés. Il s'agit donc d'un budget pour camoufler les dégâts du logement cher et l'amputation des budgets sociaux.

La Baisse des APL, la suppression des aides à la pierre, les ponctions dans les caisses du logement (Action logement, FNAP...) et la hausse sans fin des prix du foncier, de l'immobilier et des loyers, alimentent la crise mais aussi des records de profits et de recettes fiscales :

De 2017 à 2020, le budget public consacré au logement a baissé de 4,3 milliards<sup>2</sup> et les recettes fiscales tirées du logement cher ont augmenté de 4,4 milliards<sup>3</sup> malgré la crise sanitaire !

---

<sup>1</sup> Quelques miettes ont été accordées : compensation de l'exonération de la TFPB pour les HLM mis en service dans ...3 à 4 ans, et seulement pour 10 ans ! Par contre, aides aux riches oblige, les investisseurs PLI l'auront intégralement, Une prime à la construction de logements et qq HA de foncier public seront cédés pour réaliser un tiers de HLM ...

<sup>2</sup> Source : Série des Comptes du logement jusque 2020 – les dépenses publiques dans le secteur du logement sont passées de 41,9md en 2017 à 37,6 mds en 2020.

La dépense publique pour le logement représentait 2,2% du PIB en 2010, elle tombe à 1,6% en 2020<sup>1</sup>. Il faudrait 14,1 milliards pour revenir à 2,2% du PIB.

### **Pour lutter contre la crise du logement, il faut :**

- Lancer la production annuelle de 300 000 HLM à bas loyer avec l'argent de la spéculation au lieu d'en démolir ;
- Rétablir et augmenter les APL et supprimer la RLS pour donner du pouvoir d'achat aux locataires et de l'air aux bailleurs HLM, pour mieux entretenir leurs immeubles, améliorer les conditions de travail et les revenus de leur salariés et recruter ;
- Réquisitionner les logements vacants spéculatifs, renforcer la taxe sur les logements vides, accompagner les bailleurs incapables de gérer leur bien : 3,1 millions de logements sont vacants, et c'est mieux que les hôtels et hébergements précaires, coûteux, inadaptés et souvent indignes ...
- Reloger les prioritaires DALO, et respecter les droits et les lois en faveur des mal logés et des sans logis ;
- Aligner les droits des résidents CROUS, résidences sociales et des Foyers de Travailleurs Migrants sur le droit des locataires HLM ;
- Cesser les expulsions, apurer les dettes loyer ;
- Encadrer les loyers privés à la baisse et lutter contre la fraude aux rapports locatifs pratiquée impunément par des bailleurs privés
- Taxer les profits tirés du logement cher et mener des politiques d'urbanisme écologiques avec et dans l'intérêt des habitants au lieu de les éloigner et de les remplacer ;

**Comme à Berlin, unissons-nous, manifestons nombreux pour obtenir la baisse des loyers, le droit au logement et à la ville pour tou.te.s, l'arrêt des politiques du logement cher !**

1<sup>er</sup> Signataires : CGT, COPAF, DAL, FSU, Solidaires

---

<sup>3</sup> Comptes du logement 2019 et 2020 – les recettes fiscales tirées du logement en 2017 se montaient à 74,4md et en 2019 à 80,6 milliards, soit +6,2 milliards en 2019. En 2020, effet COVID, les recettes fiscales fléchissent à 78,8md. En 2011, elles se montaient à 59,8md et n'ont cessé de progresser, conséquence de la hausse constante des prix du logement.